

Prodi divague sur la liberté des pays de l'UE à quitter l'euro

Grosse gaffe du président de la Commission européenne.

Bruxelles (UE)
de notre correspondant

Il y a des jours où on aimerait changer de métier. C'était manifestement le cas, hier, de Jonathan Faull, le porte-parole du président de la Commission européenne, et de Gerassimos Thomas, le porte-parole du commissaire aux affaires économiques et monétaires, Pedro Solbes. Debout derrière leur pupitre, ils essayaient péniblement d'expliquer aux journalistes accrédités à Bruxelles que Romano Prodi n'avait pas vraiment voulu dire ce qu'il a pourtant dit, ce que d'ailleurs il ne dément pas. Le président de la Commission n'a pas fait dans la demi-mesure en déclarant tout de go à un hebdomadaire britannique, *The Spectator*, dans son numéro daté de samedi, qu'il était « certainement [...] possible » à un pays de quitter l'Union monétaire. Certes, « il n'existe aucune clause dans le traité concernant un retrait », s'est-il néanmoins souvenu. « Mais bien sûr, dans un cas extrême, on pourrait toujours imaginer par exemple que le Texas puisse quitter le dollar, même si cela ne figure pas strictement dans la Constitution » américaine. C'est une gaffe de belle ampleur, surtout de la part d'un homme dont le rôle principal est d'être le « gardien des traités ».

Irréversibilité. Car, toute la construction monétaire européenne repose sur une idée simple, celle de l'irréversibilité. Une fois dans l'euro, c'est pour toujours. Si les rédacteurs du traité de Maastricht ont exclu qu'un pays puisse se retirer de la monnaie unique, tout comme on ne peut quitter l'Union, c'est pour éviter que l'édifice de l'union monétaire ne soit miné dès le départ. Pourquoi des investisseurs parieraient-ils sur une zone dont la stabilité n'est pas assurée? C'est la même logique qui explique la bataille menée par la Commission, en 1995, afin d'imposer qu'une « masse critique » d'opérations basculent en euros dès le 1^{er} janvier 1999: il fallait signifier aux opérateurs économiques qu'aucun retour en arrière n'aurait lieu. Pourtant, beaucoup de pays, dont l'Allemagne, auraient aimé attendre le 1^{er} janvier 2002 et la mise en circulation des pièces et des billets, juste pour se donner une porte de sortie. Néanmoins, tout le monde a dû se



Romano Prodi a dit exactement l'inverse de ce qui est écrit dans le traité de Maastricht.

« On pourrait toujours imaginer que le Texas puisse quitter le dollar, même si cela ne figure pas strictement dans la Constitution. » Romano Prodi

rendre à l'évidence qu'un euro virtuel aurait été fragilisé.

L'exemple cité par Prodi est étrange: tout le monde sait que l'envie de sécession du Texas a été épuisée par la guerre du même nom, il y a 135 ans. Les marchés savent qu'ils n'ont pas à craindre une telle hypothèse. Rien de tel en Europe, où, justement, les Etats n'ont pas achevé leur intégration politique. Presque tout le monde est désormais d'accord sur le diagnostic du mal dont souffre l'euro et qui lui a fait perdre un quart de sa valeur face au dollar depuis son

lancement en janvier 1999: l'absence d'union politique ou du moins de perspective d'union, ce qui rend une monnaie partagée forcément fragile. Rien ne garantit que des forces centrifuges ne vont pas avoir raison de l'euro.

Malentendu. Dans ce contexte, la bourde du président de la Commission, Romano Prodi, est monumentale: il proclame à la face de marchés financiers déjà nerveux que l'euro peut parfaitement se défaire. Sauf à imaginer que le président de la Commission a placé sa fortune en dollars — ce qui est peu vraisemblable... —, sa déclaration est incompréhensible. Plaidant le malentendu, les porte-parole de la Commission ont donc ramé pour expliquer qu'« il n'y a aucune sortie prévue » pour un pays membre de l'euro. « On ne peut pas s'en aller selon son bon plaisir », a expliqué Jonathan Faull, l'adhésion à l'euro étant un « engagement irrévocable, irréversible ». Sauf que son patron dit le contraire. Qui les marchés vont-ils croire? ●

JEAN QUATREMER